

JULES AIMÉ

Mai 68 en héritage

Etudiant en master d'histoire contemporaine, Jules Aimé consacre son mémoire à l'héritage de Mai 68 dans les manifestations étudiantes de l'hiver 1970-1971 à Poitiers. Comment analyser ce décalage temporel entre Paris et la province ? «On ne peut pas dire qu'il ne s'est rien passé en 68 à Poitiers mais les manifestations et les grèves étudiantes ne semblent pas avoir laissé d'empreinte mémorielle marquante.» Ses recherches s'orientent alors sur la problématique suivante : «Mai 68 a-t-il eu une influence significative sur les manifestations étudiantes de 1970-1971 ?» La question de l'héritage touche ici à de multiples aspects : «De l'urbanisme à la pratique du politique par les étudiants, comment analyser la réaction politique du pouvoir, de quelle façon s'organisaient une assemblée générale, les meetings, les manifestations ? Sur ce dernier point, la loi anticasseur changeait la donne : chaque manifestant était responsable de n'importe quelle dégradation commise.»

La construction en 1970 du campus universitaire va jouer un rôle déterminant dans le processus de radicalisation du mouvement étudiant : «Le campus était coupé en deux par la RN147 et

les étudiants devaient la traverser quotidiennement sans aucun aménagement spécifique : une vingtaine d'accidents se sont succédé en l'espace de trois mois. Les premières manifestations se sont déroulées à ce moment-là mais c'est le décès d'un jeune ouvrier renversé en Mobylette qui a véritablement marqué le début d'un conflit violent.» Une déviation est alors ordonnée, les confrontations vont momentanément s'estomper avant de reprendre lors de la séquestration du doyen de lettres et du recteur de l'Académie par un groupe d'étudiants au cours d'une AG à la fac de lettres le 7 février 1971 : «Ces étudiants sont arrêtés et le mouvement se radicalise avec un nouveau slogan : *libérez nos camarades !* La révolte se durcit : barricades, jets de pavés et de cocktails Molotov, confrontations musclées avec les CRS. Cette violence revendiquée par un noyau dur est sans précédent dans l'histoire locale.»

Une histoire qui n'a pas été travaillée par les historiens estime Jules Aimé : «La sociologie en tant que science du présent s'est immédiatement emparée de Mai 68 comme objet d'étude là où les historiens étaient préoccupés par des débats historiographiques sans fin.» Quel bilan peut-on dresser de cette période ? «Cette notion d'héritage dépasse les questions purement idéologiques, les homosexuels sont aujourd'hui intégrés à la société, les femmes ont obtenu le droit à l'avortement, les jeunes sont reconnus en tant qu'individus.»

Jules Aimé participe au Festival Raisons d'agir avec une première intervention consacrée au «changement de la pratique manifestaire entre les années trente, Mai 68 et aujourd'hui». «Ce changement fait clairement apparaître Mai 68 comme un moment charnière où la gauche poitevine s'est réappropriée le terrain de la rue.» Il interviendra par ailleurs le 23 avril 2008 à la faculté des sciences humaines sur «les rapports qu'entretiennent les étudiants avec le pouvoir universitaire au début des années 1970».

Héritage sans héritiers, Mai 68 ne risque-t-il pas d'être formalisé par les commémorations, rongé par les mythes ? La



Sébastien Laval

révolte 68 continue malgré tout de susciter les polémiques. Le 29 avril 2007, une semaine avant son intronisation présidentielle, Nicolas Sarkozy décrétait la liquidation définitive de Mai 68. Provocation ou promotion d'un nouveau mot d'ordre, *Consommez sans entraves, travaillez sans temps mort* ? Les murs des villes reprennent la parole, assument l'héritage et postulent son dépassement : *En finir avec Mai 68 ? Il a raison il faut faire pire.*

Recueilli par Boris Lutanie

Affiche de Slove et Fief, 1972.



Christian Vignaud - Mises de Poitiers

FESTIVAL RAISONS D'AGIR
Du 1^{er} au 3 avril, l'Espace Mendès France accueille le Festival Raisons d'agir intitulé «Mai 68 mémoires vives». Cette manifestation est organisée par le groupe Raisons d'agir de Poitiers, l'Associo, la Famille digitale, les Yeux d'Izo, en partenariat avec l'association Pour Politis, le cinéma le Dietrich, l'Espace Mendès France, et avec le soutien de l'université et de la ville de Poitiers. Conférences et débats sont au programme mais aussi des films au Dietrich, notamment *Sochaux 11 juin 68* du groupe Mevedkine de Sochaux, *Reprise* d'Hervé Le Roux, *Osez lutter, osez vaincre* de Jean-Pierre Thorn.

MÉDIATHÈQUE DE POITIERS
Du 13 au 31 mai, la médiathèque de Poitiers expose des documents liés à Mai 68. En partenariat avec l'office de tourisme, une table ronde animée par Jean-Luc Terradillos est prévue le 13 mai à 20h.

DAVID HAMELIN

Méfiance entre étudiants et ouvriers

David Hamelin est doctorant en histoire contemporaine à l'Université de Poitiers. Sa thèse a pour titre : *Un syndicalisme précaire : La CGT dans le département de la Vienne (1884-1978). Héritage, singularité, conflictuosité* (dir. Frédéric Chauvaud). Il coordonne d'autre part un ouvrage consacré à la manufacture d'armes de Châtelleraut à paraître en septembre 2008 chez Geste éditions. Il nous retrace ici le déroulement des événements de mai 68 dans la Vienne.

Affiche réalisée pour la CFDT de Châtelleraut en 1969 ou 1970 par l'atelier de sérigraphie situé au 15, rue de Blossac à Poitiers.



Christian Vignaud - Musées de Poitiers

MAI 68, UN MOUVEMENT POLITIQUE

Jean-Pierre Duteuil, ancien membre du Mouvement du 22 mars, dirige les éditions Acratie, dans la Vienne. En avril, il publie *Mai 68, un mouvement politique* (250 p., 23 €), où il affirme que Mai 68 ne doit pas être réduit à sa dimension culturelle. En 1988, Jean-Pierre Duteuil a publié *Nanterre 1968, vers le Mouvement du 22 mars* et, en 1998, des documents : *Mai 68, tracts et textes du Mouvement du 22 mars et Anarchistes en 1968 à Nanterre* (éd. Acratie).

«Concernant les événements de Mai 68 dans notre département, on doit faire une distinction très nette entre Poitiers et Châtelleraut, ville de tradition industrielle. Poitiers est en développement économique et démographique dans les années 1960 là où Châtelleraut se trouve dans une situation de déclin. Dès 1961, la fermeture de la manufacture d'armes de Châtelleraut est programmée. Sa fermeture définitive en 1968 marque la fin d'une époque. On peut trouver des événements concomitants, mais il n'y a pas pour autant de mouvement unitaire entre ces deux villes en 1968. Dans le sillage des événements parisiens, le 6 mai est la première date importante à Poitiers : une manifestation étudiante réunit 500 étudiants sur la place de la Liberté. Dans le milieu étudiant, cette place va devenir le lieu stratégique de la contestation.

Cette journée du 6 mai se distingue aussi par le premier piquet de grève à l'Université de Poitiers. On fait appel à la police locale, mais l'essentiel des forces du maintien de l'ordre restent à Paris ou dans les grandes villes. La plus grosse manifestation se réunit le 13 mai où les étudiants, les syndicats enseignants vont manifester en compagnie des salariés mobilisés par les syndicats et les appels nationaux. Les chiffres oscillent entre 3 000 et 6 000 manifestants. De nombreuses entreprises publiques (EDF, PTT) et privées, comme la Pile Leclanché, sont en grève. On constate une jonction ponctuelle entre étudiants et ouvriers, des communiqués communs, des gestes de solidarité, mais on relève aussi une certaine méfiance. Cette convergence doit être relativisée. Les syndicats stigmatisent les agitateurs gauchistes. La position des trois syndicats majoritaires, CGT, FO, CFDT, à l'égard du radicalisme étudiant d'extrême gauche, qui demeure embryonnaire, est assez ambiguë. Certains militants du PSU occupaient des responsabilités départementales au sein de la CGT. Entre le 10 et le 20 mai, le mouvement s'amplifie, de plus en plus de lieux sont occupés : les impôts, l'Ursaf, la Sécurité sociale... Les revendications des salariés restent

au demeurant peu politiques, elles sont principalement catégorielles. A partir du 22 mai, les pénuries commencent à se faire sentir, les problèmes d'approvisionnement concernent notamment l'essence et le tabac. A partir du 24 mai, un appel à la grève intercatégorielle est lancé à Châtelleraut : 5 000 personnes se mobilisent à cette occasion, ce qui est considérable pour une ville de cette taille. Il faut également mentionner qu'à cette époque, il existe une frange non négligeable d'étudiants d'extrême droite à Poitiers. Ils vont d'ailleurs essayer à la fin du mouvement de déloger par la force des étudiants de l'Unef qui font un piquet de grève. La fin du conflit se profile en ce début juin 1968 : certaines grèves s'achèvent, le pouvoir rencontre les syndicats et le travail reprend peu à peu. A la Pile Leclanché (plus de 900 salariés), les ouvriers ayant alors esquissé l'autogestion de leur usine reprennent le travail. Malgré l'interdiction, une manifestation d'étudiants et de syndicats enseignants se regroupe sur la place de la Liberté. Cette ultime manifestation, ponctuée de façon relativement violente par l'intervention des forces de l'ordre, marque la fin du mouvement sur Poitiers.»

Recueilli par Boris Lutanie



Sébastien Laval

David Hamelin coordonne avec Jean-Paul Salles deux numéros de la revue *Dissidences* en 2008 consacrés à *Mai 68 en France et à l'étranger*. Il anime une table ronde le 3 avril (21h) à l'EMF sur les «mobilisations ouvrières dans le Châtelleraudais en Mai 68 : la part des syndicalistes» dans le cadre du Festival Raisons d'agir.